



La version française va suivre

November 18th, 2021
FOR IMMEDIATE RELEASE

Advocates Call on Government and CSC to Act to Protect the Rights of Trans Prisoners

This week, The Canadian Association of Elizabeth Fry Societies (CAEFS) joins in marking Trans Awareness Week, leading up to the Trans Day of Remembrance on November 20th. This week is intended to raise the visibility of transgender people and address issues members of the community face. Trans Day of Remembrance honours people who have been killed through acts of anti-trans violence. That such a day must even exist speaks to the importance of protecting the rights of trans, non-binary, and Two-Spirit people and the seriousness of failing to do so.

“Prisons are not a safe place for anyone and trans people in prisons are in a particularly heightened state of powerlessness” said Emilie Coyle, Executive Director of CAEFS. “Trans prisoners face extreme rates of segregation, higher classification, harassment, and other violence. They also have limited or no access to the trans community while inside.”

As an organization that advocates for the rights of federally incarcerated women and gender-diverse people – inclusive of trans people, CAEFS calls on the federal government and the Correctional Service of Canada (CSC) to act in support of the rights of trans prisoners. This action should include, but must go beyond, a trans person’s right to be incarcerated in a prison that aligns most closely with their gender identity.

It must also mean:

- meaningful access to gender affirming health care
- access to clothing and personal effects that most closely align with their gender identity
- access to programming that most closely aligns with their gender identity
- strengthened privacy policies and practices
- the implementation of individualized protocols that consider the multiple identities and experiences of the prisoner

CSC must also engage in meaningful consultation with trans prisoners to ensure that their needs and rights are respected.

END

For Comment

Emilie Coyle
Executive Director, CAEFS
ECOYLE@CAEFS.CA

CANADIAN ASSOCIATION OF ELIZABETH FRY SOCIETIES (CAEFS) • 190 Bronson Ave. Ottawa, Ontario K1R 6H4



(613) 238-2422



1-800-637-4606



admin@caefs.ca



www.caefs.ca

18 novembre 2021
POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Les avocats demandent au gouvernement et au SCC d'agir pour protéger les droits des détenus transgenres

Cette semaine, l'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry (ACSEF) se joint à la Semaine de sensibilisation aux personnes transgenres, qui précède la Journée de commémoration des personnes transgenres du 20 novembre. Cette semaine vise à accroître la visibilité des personnes transgenres et à aborder les problèmes auxquels les membres de la communauté sont confrontés. La Journée du souvenir trans rend hommage aux personnes qui ont été tuées par des actes de violence antitrans. L'existence même de cette journée témoigne de l'importance de protéger les droits des personnes trans, non binaires et bispirituelles et de la gravité de ne pas le faire.

"Les prisons ne sont un endroit sûr pour personne et les personnes trans en prison sont dans un état d'impuissance particulièrement élevé ", a déclaré Emilie Coyle, directrice générale de l'ACSEF. "Les prisonniers trans sont confrontés à des taux extrêmes de ségrégation, de classification supérieure, de harcèlement et d'autres violences. Ils ont également un accès limité ou nul à la communauté trans pendant leur incarcération. "

En tant qu'organisation qui défend les droits des femmes et des personnes de genre divers incarcérées au fédéral - y compris les personnes trans, l'ACSEF demande au gouvernement fédéral et au Service Correctionnel du Canada (SCC) d'agir en faveur des droits des prisonniers trans. Cette action devrait inclure, mais doit aller au-delà, du droit d'une personne trans d'être incarcérée dans une prison qui correspond le plus à son identité de genre. Elle doit également signifier:

- un accès effectif à des soins de santé affirmant à leur identité de genre
- l'accès aux vêtements et aux effets personnels qui correspondent le mieux à leur identité de genre
- l'accès aux programmes qui correspondent le mieux à leur identité de genre
- renforcement des politiques et pratiques en matière de vie privée
- la mise en œuvre de protocoles individualisés qui tiennent compte des identités et expériences multiples du détenu

Le SCC doit également s'engager dans une consultation significative avec les détenus transgenres pour s'assurer que leurs besoins et leurs droits sont respectés.

FIN

Pour un commentaire

Emilie Coyle
Directrice générale, ACSEF
Ecoyle@caefs.ca

